

Macron prend acte de la sécession musulmane et de la partition de la France



« Je vois la France comme un pays archipel. On ne peut pas comprendre notre pays, sa force et parfois ses traumatismes si on n'intègre pas ça. »

Confidences explosives, échec du modèle républicain, crise de l'islam, en 12 pages d'interview exclusive données au magazine VALEURS ACTUELLES, Macron au comble de la confusion et des contradictions de son « en même temps'' consacre la sécession de la communauté musulmane, l'explosion du pacte républicain et la fin programmée de la Nation.

Totalement désespéré et confus, il nous révèle qu'il voit désormais la France comme l'archipel de communautés séparées décrit par Jérôme Fourquet dans son ouvrage référence : *l'archipel français – naissance d'une nation multiple et divisée*.

Son plan de vol pour la fin du quinquennat : laisser faire,

gérer le point zéro, consacrer la disparition de la Nation et l'éclatement de la République, tout concéder aux musulmans radicaux pour tenter d'éviter le chaos et s'exonérer de toute responsabilité dans l'affrontement qui vient, réprimer les opposants et les résistants avec la violence la plus extrême.

Macron ne fait que constater ce qui est désormais avéré et irréversible.

Nous le savions et nous le disions depuis longtemps, l'islam exclusivement soumis à la loi divine est incompatible avec la République, incompatible avec la modernité, incompatible avec le monde contemporain qui s'est affranchi de la loi de Dieu pour se placer sous celle des hommes.

Avec plus de 11 millions de musulmans sur le sol de France, leur communautarisation s'est définitivement coagulée en un bloc hostile tourné contre le reste du peuple de France et contre ses règles de vie.

Telle est la réalité désormais irréversible que nous avons annoncée depuis longtemps et que Macron, liquidateur de la France, se résout à constater.

Fin du pacte républicain, fin de la République. Retour du tragique.

L'idée de Nation multiple et divisée est radicalement incompatible avec la nature profonde du peuple de France, avec son histoire, avec sa tradition.

Or, l'acceptation de la communautarisation musulmane bouleverse toute la conception contemporaine de la société française fondée sur l'adhésion personnelle, contractuelle et indivisible au pacte républicain.

En actant la communautarisation musulmane, Macron consacre la partition sociale et religieuse du pays et donc, la fin du pacte républicain et celle de la République telle que nous la

connaissons.

Or la France est le produit de siècles d'évolutions et de conflits tranchés à coups d'épée.

Comme nous l'avons prédit, la disparition du pacte républicain suite à l'invasion migratoire et à la communautarisation musulmane va rouvrir de manière inéluctable le cycle sanglant et tragique des guerres de religion et des guerres civiles.

Un bouleversement historique majeur, les progressistes privés d'argument.

Macron, et c'est un bien, vient de délivrer le pays de la chimère de l'intégration républicaine pour tous, et de celle du contrat social républicain ouvert à tous sans conditions ; sans parler de la laïcité républicaine qu'il vient de faire voler en éclat.

Après ces déclarations, plus personne ne pourra plus justifier l'immigration par la promesse de l'intégration républicaine. C'est terminé puisque désormais tout nouveau venu pourra directement rejoindre sa communauté dans l'archipel sans avoir à adhérer à la communauté nationale.

Après cette clarification majeure, il ne peut plus y avoir de déni et tout le discours intégrateur de nos adversaires est définitivement périmé. Aucun de leurs arguments ne tient plus.

Comme nous l'avions anticipé depuis longtemps, l'islam a fini par faire exploser la République et la Nation ; ce dont Macron prend acte, puisque de toute manière, à part précipiter le pays dans l'affrontement, il n'y a plus rien d'autre à faire.

La gauche s'étouffe.

En état de dissonance cognitive sous la violence du choc, la gauche s'étouffe. Elle regarde le doigt quand Macron montre la lune. Trop dur pour elle de voir son argumentaire d'intégration républicaine partir à l'eau.

Consécration du face-à-face. Simplification du débat politique.

Après Hollande et Collomb, le constat que fait Macron consacre le face-à-face de la communauté musulmane avec le reste du peuple de France.

Par conséquent, à partir de maintenant, l'opinion va devoir se déterminer par rapport à cette bipolarisation qui va écraser toute autre considération politique.

Au moins cette simplification devrait permettre une clarification des esprits et des prises de positions.

Les musulmans modérés livrés aux islamistes.

En actant la partition de la communauté musulmane de France, Macron vient de donner un blanc-seing aux radicaux et aux caïds. Les musulmans modérés qui auraient encore voulu s'intégrer, s'assimiler, bref devenir français comme vous et moi, s'affranchir, vivre en dehors de la soumission stricte à la loi de Dieu, vivre selon la loi des hommes, selon le pacte républicain ; ces musulmans-là vont devoir se soumettre aux radicaux. Ceux qui auraient voulu échapper à leur déterminisme communautaire et religieux vont devoir se soumettre aux durs.

Macron vient de les leur livrer, ainsi que toute la communauté musulmane de France.

Aucun doute que le message sera reçu 5 sur 5 par les radicaux et par les caïds qui vont s'empresser d'exercer la prérogative qui vient de leur être donnée. Toute dissidence sera interdite et chaque musulman devra se soumettre à leur pouvoir.

Dans ces conditions, il faut s'attendre à une radicalisation, ou tout au moins à une solidification en bloc de toute la communauté musulmane derrière les radicaux et sous l'emprise des caïds. On parle de plus de 11 millions d'individus.

Macron ne fera rien pour endiguer l'expansion de l'islam radical.

Compte tenu de la très haute explosivité de la situation, il n'y a strictement aucun espoir que Macron, ni aucun de ses possibles successeurs élus, ne fasse quoi que ce soit pour freiner l'emprise des radicaux musulmans sur leur communauté et leur expansionnisme sur le reste du pays.

En effet, personne dans le personnel politique connu n'assumera d'avoir déclenché la confrontation ni d'avoir fait basculer le pays dans le chaos.

Par conséquent, quels qu'ils soient, les politiques vont continuer de gérer le point zéro à coup d'anesthésiques, de répression des opposants et de concessions honteuses aux musulmans.

La consécration de la sécession de fait est un premier pas absolument majeur et de là, tout le reste, absolument tout le reste, va suivre à très grande allure puisque tous les freins sont débloqués.

Répression ultraviolente promise aux opposants.

Il le dit lui-même dans l'interview, Macron qui se compare à Clemenceau en 1917, n'hésitera pas à réprimer de la manière la plus violente ceux qui voudraient entraver ses plans.

Changement de nature du combat.

Compte tenu de ce bouleversement, et des conditions nouvelles qui nous sont proposées, que veulent dire les mots : élection, élu, légalisme, justice, quand le sommet de l'État a pris acte de la disparition de fait de la République et de la Nation et qu'il annonce vouloir réprimer les opposants et les résistants par l'ultraviolence.

À quoi sert désormais de se livrer à une critique raisonnée de l'islam et de son incompatibilité avec nos mœurs, quand sa

partition de fait est consacrée au plus haut sommet de l'État et quand toute latitude est donnée aux radicaux de conditionner leur communauté en vue de l'affrontement final.

En l'absence de solution électorale, les seules questions qui se posent désormais sont les suivantes :

- Quelle action globale sur le pouvoir central pour, une fois en main des commandes de l'État et de la puissance régaliennne, assumer la confrontation guerrière et faire le nécessaire pour reprendre le contrôle du pays et le rétablir dans sa souveraineté contre l'envahisseur ?
- Quelles thèses d'action pour s'emparer du pouvoir quand dans le chaos final les élites désertent les palais ?

Après l'éclatement du pacte républicain et celui de la nation, et après le blanc-seing donné à la communauté musulmane de faire sécession et de se préparer à l'affrontement, nous n'avons plus d'autre choix que nous préparer à assumer la confrontation qui va nous être imposée de manière inéluctable.